

Art. 4. Si un procès-verbal de la réunion de projet est rédigé, celui-ci ne peut l'être que par l'autorité qui a organisé la réunion et mentionne, comme rappel préalable, le libellé de l'article 188/12, § 4, du CoBAT.

L'autorité qui a rédigé le procès-verbal en communique une copie, par la voie électronique, au demandeur et à chaque instance présente à la réunion.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que les dispositions modifiant le titre III du CoBAT contenues dans l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes.

Art. 6. Le Ministre qui a le Développement territorial dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 mai 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Art. 4. Indien een proces-verbaal van de projectvergadering opgesteld wordt, is dit enkel mogelijk door de overheid die de vergadering georganiseerd heeft en dient het, zoals vooraf onderstreept werd, de bewoordingen te vermelden van artikel 188/12, § 4, van het BWRO.

De overheid die de auteur is van het proces-verbaal, bezorgt via de digitale weg een kopie aan de aanvrager en aan iedere instantie die op de vergadering aanwezig was.

Art. 5. Het huidige besluit wordt van kracht op dezelfde dag als de bepalingen tot wijziging van Titel III van het BWRO, vastgelegd in de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen.

Art. 6. De minister bevoegd voor Territoriale Ontwikkeling wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 mei 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Nethheid,

R. VERVOORT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12728]

16 MAI 2019. — Ordonnance portant assentiment de l'Accord de coopération du 28 février 2019 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune portant sur la désignation d'un intégrateur de services commun pour l'échange électronique de données

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 28 février 2019 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune portant sur la désignation d'un intégrateur de services commun pour l'échange électronique de données.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2019.

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,

D. GOSUIN

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films,

P. SMET

La Membre du Collège réuni compétente pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films,

C. FREMAULT

—————
Note

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

Session ordinaire 2018-2019
B-168/1 Projet d'ordonnance
B-168/2 Rapport
Compte rendu intégral :
Discussion et adoption : séance du mardi 30 avril 2019

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2019/12728]

16 MEI 2019. — Ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 28 februari 2019 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de aanstelling van een gemeenschappelijke dienstenintegrator voor de elektronische uitwisseling van gegevens

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 28 februari 2019 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de aanstelling van een gemeenschappelijke dienstenintegrator voor de elektronische uitwisseling van gegevens.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2019.

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen,

D. GOSUIN

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

P. SMET

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

C. FREMAULT

—————
Nota

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

Gewone zitting 2018-2019
B-168/1 Ontwerp van ordonnantie
B-168/2 Verslag
Integraal verslag :
Bespreking en aanneming : vergadering van dinsdag 30 april 2019

Annexe

Accord de coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune portant sur la désignation d'un intégrateur de services commun pour l'échange électronique de données

Vu la Constitution, coordonnée le 17 février 1994, notamment les articles 121 à 133 et 134 à 140 ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92bis ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ;

Vu l'ordonnance du 20 mai 1999 portant sur la réorganisation du Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise ;

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu l'accord de coopération entre les administrations fédérales, régionales et communautaires afin d'harmoniser et aligner les initiatives visant à réaliser un e-gouvernement intégré conclu le 26 août 2013 ;

Considérant que la simplification administrative se définit comme l'ensemble des démarches destinées à faciliter et simplifier les formalités administratives qu'un usager est tenu d'exécuter en vue de satisfaire aux règles imposées par les autorités ;

Que l'e-gouvernement est, quant à lui, défini comme l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les administrations afin d'améliorer les services publics et les processus démocratiques, et de renforcer le soutien des politiques publiques ;

Que la simplification des démarches au bénéfice de l'usager est une opportunité car elle fournit aux administrations une occasion de repenser leurs modes opératoires et de mutualiser leurs efforts ;

Considérant que les actions menées en matière de simplification administrative et d'e-gouvernement dans la Région de Bruxelles-Capitale dépassent le champ de compétences régionales ;

Considérant qu'une part du contenu d'un dossier administratif peut évoquer des données déjà disponibles au sein de diverses administrations régionales ou bicommunautaires ;

Considérant que l'objectif à terme, consiste à ce que les administrations ne collectent plus des données qu'elles possèdent déjà ou qu'une autre administration ou une banque de données détient et que de leur côté, les usagers ne devraient plus être sollicités que pour les données non disponibles par ailleurs ;

Considérant l'accord de coopération du 28 septembre 2006 entre l'État fédéral, les Communautés flamande, française et germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune concernant les principes pour un e-gouvernement intégré et la construction, l'utilisation et la gestion de développements et de services d'un e-gouvernement intégré (ICEG) ;

Considérant que l'objectif du présent accord de coopération est de créer un cadre juridique permettant de faciliter les échanges d'informations entre administrations publiques des entités fédérées signataires de cet accord, et cela dans le respect des règles de protection de la vie privée ;

Que cette facilitation des échanges se fera par la désignation d'un intégrateur de services qui réalisera l'échange de données entre administrations, et dont l'une des priorités est de promouvoir l'utilisation des données authentiques provenant de sources authentiques qui permettront de garantir la qualité des données conservées traitées et échangées entre les administrations ;

Que la collecte unique des données est l'un des moyens essentiels pour réduire les charges tout en respectant les procédures imposées par les administrations ;

Que le principe de la source authentique des données est un élément fondamental de l'e-gouvernement ;

Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de aanstelling van een gemeenschappelijke dienstenintegrator voor de elektronische uitwisseling van gegevens

Gezien de Grondwet, gecoördineerd op 17 februari 1994, met name de artikelen 121 tot 133 en 134 tot 140 ;

Gezien de bijzondere wet van 8 augustus 1980, tot hervorming van de instellingen, artikel 92bis ;

Gezien de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen ;

Gezien de ordonnantie van 20 mei 1999 betreffende de reorganisatie van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest ;

Gezien de Verordening Gegevensbescherming (EU) 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens ;

Gezien de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens ;

Gezien het samenwerkingsakkoord tussen de federale, gewestelijke en gemeenschapsoverheden voor het harmoniseren en uitlijnen van de initiatieven die de realisatie van een geïntegreerd e-government beogen, gesloten op 26 augustus 2013 ;

Overwegende dat de administratieve vereenvoudiging wordt omschreven als een geheel van stappen waardoor de administratieve formaliteiten die een gebruiker moet vervullen om aan de door de overheden opgelegde regels te voldoen, verlicht en vereenvoudigd worden ;

Dat e-government omschreven wordt als het aanwenden van de Informatie- en Communicatietechnologieën (ICT) door de besturen ter verbetering van de openbare diensten en de democratische processen en ter versterking van de ondersteuning van de openbare beleidslijnen ;

Dat de vereenvoudiging van de stappen ten voordele van de gebruiker een opportuniteit uitmaakt daar zij aan de administratie de kans biedt hun werkingswijze te herdenken en hun inspanningen te bundelen ;

Overwegende dat de initiatieven inzake administratieve vereenvoudiging en e-government binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de gewestelijke bevoegdheden overschrijden ;

Overwegende dat een deel van een administratief dossier gegevens kan bevatten die elders al beschikbaar zijn bij allerlei gewestelijke en bicommunautaire overheden ;

Overwegende dat, op termijn, het doel is dat de administraties geen gegevens meer verzamelen die zij reeds bezitten of die een andere administratie of een gegevensdatabank bezit en dat de gebruikers, van hun kant, niet meer gevraagd zullen worden dan enkel voor gegevens die nergens anders beschikbaar zijn ;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 28 september 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse, de Franse en de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de principes voor een geïntegreerd e-government en de bouw, het gebruik en beheer van ontwikkelingen en diensten van een geïntegreerd e-government (ICEG) ;

Overwegende dat het doel van voorliggend samenwerkingsakkoord bestaat uit het scheppen van een juridisch kader dat toelaat de uitwisseling van informatie tussen openbare administraties van de gefedereerde entiteiten die dit akkoord ondertekenen, te vergemakkelijken, en dit in overeenstemming met de regels betreffende de bescherming van het privéleven ;

Dat deze vergemakkelijking van de uitwisselingen bewerkstelligd zal worden door een dienstenintegrator, die de uitwisseling van gegevens tussen administraties zal bewerkstelligen en waarvan één van de prioriteiten zal bestaan uit het promoten van het gebruik van authentieke gegevens komende uit authentieke bronnen, die zullen toelaten de kwaliteit te garanderen van de verwerkte, bewaarde en tussen administraties uitgewisselde gegevens ;

Dat de eenmalige inzameling van de gegevens één van de essentiële middelen is om de lasten te verlagen en dit terwijl men de door de administraties opgelegde procedures respecteert ;

Dat het principe van de authentieke afkomst van de gegevens een fundamenteel element van het e-government uitmaakt ;

Que la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune, par leurs domaines de compétences, sont pleinement conscientes de la nécessité de tout entreprendre pour renforcer l'adéquation entre leurs services et les attentes des citoyens et des entreprises ;

Considérant que l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles autorise les Communautés et les Régions à conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la création et la gestion conjointe de services et institutions, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun ;

Que le présent accord a pour objectif de concrétiser une initiative en commun en matière de partage de données et d'en assurer la gestion conjointe ;

Qu'il est intéressant, dans un souci de renforcer les synergies entre les entités, d'assurer une cohérence et une complémentarité entre les actions menées ;

Que cette volonté poursuit également un objectif de mutualisation et d'économies d'échelle ;

Considérant que les décisions de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Commission communautaire commune, portant sur des données ou des services authentiques utilisées par ou fournies par l'une des deux parties, seront prises d'un commun accord ;

Que le Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise est à même d'assurer ce rôle d'intégrateur de services pour les entités signataires du présent accord ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du..... ;

Vu la décision du Collège réuni de la Commission communautaire commune du..... ;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président et du Ministre ayant l'Informatique dans ses attributions ;

La Commission communautaire commune, représentée par son Collège réuni en la personne du Ministre-Président et de deux Membres du Collège Réuni en charge de la fonction publique ;

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{re} — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. § 1. Au sens du présent accord, on entend par :

« ordonnance intégrateur de services » : l'ordonnance du 8 mai 2014 portant création et organisation d'un intégrateur de services régional.

§ 2. Toutes les définitions de l'ordonnance intégrateur de services sont applicables au présent accord.

Art. 2. Le Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise est désigné par le présent accord de coopération comme intégrateur de services pour les parties signataires de cet accord, et interlocuteur unique pour le partage de données authentiques entre ces mêmes parties.

Art. 3. § 1. Le champ d'application de l'ordonnance intégrateur de services est étendu à la Commission communautaire commune, ainsi que les services décentralisés personnalisés, les personnes morales de droit public créés par ou qui dépendent de la Commission communautaire commune, les C.P.A.S., les associations formées conformément au chapitre XII et XII bis de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976, les hôpitaux publics du réseau IRIS, la faitière IRIS et IRIS Achats.

§ 2. Sans préjudices des modalités définies aux §§ 5 à 12, toutes les dispositions de l'ordonnance intégrateur de services sont d'application dans le cadre du présent accord de coopération. Les signataires du présent accord s'engagent à respecter les termes de ladite ordonnance.

§ 3. La Commission communautaire commune se déclare service public participant de l'intégrateur de services régional au sens de l'article 2, 10° de l'ordonnance intégrateur de services.

Dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, binnen hun bevoegdheidsdomeinen, geheel bewust zijn van de noodzaak aan het ondernemen van alle mogelijke acties om de adequaatheid van hun diensten en de verwachtingen van de burgers en ondernemingen te versterken ;

Overwegende dat artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de hervorming van de instellingen de Gemeenschappen en Gewesten toelaat samenwerkingsakkoorden te sluiten die met name handelen over de gezamenlijke oprichting en beheer van diensten en instellingen, op basis van een gemeenschappelijke uitvoering van eigen bevoegdheden of de ontwikkeling van gemeenschappelijke initiatieven ;

Dat voorliggend akkoord als doel heeft het concretiseren van een gemeenschappelijk initiatief aangaande gegevensuitwisseling en er het gemeenschappelijk beheer van te verzekeren ;

Dat het interessant is, in het opzicht van de versterking van de synergieën tussen entiteiten, een coherentie en complementariteit tussen de uitgevoerde acties te verzekeren ;

Dat deze wil eveneens schaalvoordelen en mutualisering als doel nastreeft ;

Overwegende dat de beslissingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met betrekking tot gegevens of authentieke bronnen aangewend of aangeleverd door één van de twee partijen, zullen worden genomen in onderlinge overeenstemming ;

Dat het Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest CIBG zelf de rol van dienstenintegrator, voor de entiteiten die voorliggend akkoord tekenen, op zich zal nemen ;

Gezien de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van..... ;

Gezien de beslissing van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van..... ;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President en Minister voor Informatica ;

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar Verenigd College in de persoon van Minister-President en de twee Leden van het Verenigd College belast met het openbaar ambt ;

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Afdeling 1 — Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. § 1. In de zin van voorliggend akkoord wordt verstaan onder :

« ordonnantie dienstenintegrator » : De ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende de oprichting en organisatie van een gewestelijke dienstenintegrator

§ 2. Alle definities van de ordonnantie dienstenintegrator zijn van toepassing op voorliggend akkoord.

Art. 2. Het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest wordt door voorliggend samenwerkingsakkoord aangewezen als dienstenintegrator voor de partijen die dit akkoord ondertekenen, alsook als enig contactpunt voor het uitwisselen van authentieke gegevens tussen deze zelfde partijen.

Art. 3. § 1. Het toepassingsgebied van de ordonnantie dienstenintegrator wordt uitgebreid tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de gepersonaliseerde gedecentraliseerde diensten, de rechtspersonen van publiek recht opgericht door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of die ervan afhangen, de OCMW's, de verenigingen opgericht conform hoofdstuk XII en XII bis van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, de openbare ziekenhuizen van het IRIS-netwerk, de IRIS-koepel en de IRIS-Aankopen.

§ 2. Onverminderd de nadere regels bepaald in § 5 tot § 12, zijn alle bepalingen van de ordonnantie dienstenintegrator van toepassing in het kader van voorliggende samenwerkingsovereenkomst. De partijen die voorliggend akkoord ondertekenen, verbinden zich ertoe de bepalingen van genoemde ordonnantie te respecteren.

§ 3. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie verklaart zich participerende openbare dienst van de gewestelijke dienstenintegrator in de zin van artikel 2, 10° van de ordonnantie dienstenintegrator.

§ 4. La Région de Bruxelles-Capitale accepte la Commission communautaire commune comme service public participant de l'intégrateur de services régional au sens de l'article 2, 10° de l'ordonnance précitée.

§ 5. Le Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise assurera, pour le compte des parties signataires, le rôle d'intégrateur de services. Son fonctionnement et ses missions sont couverts par les moyens à charge des budgets de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Commission communautaire commune, répartis de commun accord entre le Gouvernement bruxellois et le Collège réuni de la Commission communautaire commune.

§ 6. La compétence de désignation des sources authentiques et les services publics participants chargés de leur collecte, leur mise à jour et leur mise à disposition fixée à l'article 5, § 1^{er}, est étendue au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

§ 7. La compétence de suspension prévue à l'article 5, § 3, al. 3, est étendue à la Commission communautaire commune dans le champ de ses compétences.

§ 8. La compétence du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixée à l'article 6, § 2 est étendue au Collège réuni de la Commission communautaire commune. La décision prise doit l'être d'un commun accord en ce qui concerne les modifications techniques ultérieures visées à cet article.

§ 9. La compétence du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixée à l'article 10, § 2 est étendue au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

§ 10. Le champ d'action de l'intégrateur de service fixé à l'article 8 est étendu à la Commission communautaire commune, et à tous les services décentralisés personnalisés, les personnes morales de droit public créés par ou qui dépendent de la Commission communautaire commune, les C.P.A.S., les associations formées conformément au chapitre XII et XII bis de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976, les hôpitaux publics du réseau IRIS, la faitière IRIS et IRIS Achats.

§ 11. L'article 20 est étendu au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

§ 12. La compétence prévue à l'article 26 est étendue au Collège réuni de la Commission communautaire commune. La décision prise doit l'être d'un commun accord.

Art. 4. § 1^{er}. La Commission de contrôle bruxelloise créée par l'ordonnance intégrateur de services est également instituée auprès de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune.

La commission de contrôle bruxelloise sera composée paritairement au niveau linguistique, lorsque celle-ci est appelée à se prononcer sur une demande d'avis ou une demande d'autorisation concernant des flux de données provenant de ou destinées à des institutions qui relèvent de la compétence de la Commission communautaire commune

§ 2. Le rôle et les missions de la Commission de contrôle bruxelloise visés à l'article 32, sont étendus à la Commission communautaire commune.

Art. 5. Les litiges entre les parties signataires du présent accord sont tranchés conjointement par les Gouvernements des parties.

Art. 6. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur dès l'entrée en vigueur des actes d'assentiment au présent accord de coopération.

Bruxelles, le 28 février 2019.

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement chargé des travaux publics,
du transport et de l'informatique,
P. SMET

Pour la Commission communautaire commune :
Les Membres du Collège réuni compétents pour la
Fonction publique,
G. VANHENGEL
D. GOSUIN

§ 4. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aanvaardt de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie als participerende openbare dienst van de gewestelijke dienstenintegrator in de zin van art. 2, 10° van de bovengenoemde ordonnantie

§ 5. Het Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest zal, voor rekening van de ondertekenende partijen, de rol van dienstenintegrator op zich nemen. Zijn werking en opdrachten worden gedekt door de middelen ten laste van de begrotingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in onderling overleg verdeeld tussen de Brusselse Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§ 6. De bevoegdheid voor de aanduiding van authentieke bronnen en de participerende openbare diensten belast met hun verzameling, hun update en hun beschikbaarheid vastgesteld in artikel 5, § 1, wordt uitgebreid tot het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§ 7. De bevoegdheid voor de schorsing voorzien in artikel 5, § 3, derde lid, wordt uitgebreid tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie binnen de grenzen van haar bevoegdheden.

§ 8. De bevoegdheid van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vastgesteld in artikel 6, § 2, wordt uitgebreid tot het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. De beslissing moet genomen worden in gemeenschappelijk akkoord wat betreft de latere technische wijzigingen bedoeld in dit artikel.

§ 9. De bevoegdheid van de Regering van het Brussels Gewest vastgesteld in artikel 10, § 2, wordt uitgebreid tot het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§ 10. Het toepassingsgebied van de dienstenintegrator vastgesteld in artikel 8 wordt uitgebreid tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en tot alle gepersonaliseerde gedecentraliseerde diensten, de rechtspersonen van publiek recht opgericht door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of die ervan afhangen, de OCMW's, de verenigingen opgericht overeenkomstig hoofdstuk XII en XII bis van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, de openbare ziekenhuizen van het IRIS-netwerk, de IRIS-koepel en de IRIS-Aankopen.

§ 11. Artikel 20 wordt uitgebreid tot het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§ 12. De bevoegdheid voorzien in artikel 26 wordt uitgebreid tot het Verenigd College van Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. De beslissing moet genomen worden in gemeenschappelijk akkoord.

Art. 4. § 1. De Brusselse Controlecommissie, opgericht door de ordonnantie dienstenintegrator wordt eveneens ingesteld bij de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De Brusselse Controlecommissie zal op taalniveau op paritaire wijze samengesteld zijn, wanneer deze geroepen wordt zich uit te spreken over een vraag tot advies of een vraag tot machtiging betreffende de gegevensstromen komende van of bestemd voor instellingen die vallen onder de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

§ 2. De rol en de opdrachten van de Brusselse Controlecommissie bedoeld in artikel 32 worden uitgebreid tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Art. 5. De geschillen tussen de partijen die voorliggend akkoord ondertekend hebben, worden gezamenlijk beslecht door de Regeringen van de partijen

Art. 6. Dit akkoord wordt gesloten voor onbepaalde duur. Het treedt in werking van zodra de goedkeuringsaktes voor onderhavig akkoord van kracht worden.

Brussel, 28 februari 2019.

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-Président,
R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Regering, belast met openbare werken,
vervoer en informatica,
P. SMET

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :
De leden van het Verenigd College bevoegd voor het
Openbaar Ambt,
G. VANHENGEL
D. GOSUIN